

ACCORD-CADRE AO25IMMO08

PRESTATIONS D'INTERMÉDIATION IMMOBILIÈRE PAR MANDAT POUR LA VENTE DE BIENS IMMOBILIERS POUR LE COMPTE DE LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU VAR

Mandat de vente non-exclusif

(Décret n° 72-678 du 20 juillet 1972, art. 72)

Numéro du registre :

ENTRE LES SOUSSIGNES

La **CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE (CPAM) DU VAR**, personne morale de droit privé en charge d'une mission de service public, dont l'adresse du siège est à TOULON (83000), 2 rue Emile Ollivier, identifiée au SIREN sous le numéro 775713662 représentée par Monsieur Jean-François CIVET, domicilié professionnellement à TOULON (Var), 2 Rue Emile Ollivier.

Agissant en sa qualité de propriétaire des biens et droits immobiliers ci-après énoncés,

Ci-après dénommé (e) "**Le Mandant**"

D'une part,

et

La SARL) ou M

Demeurant à

(ou : dont le siège social est fixé à.....)

Agissant en sa qualité d'administrateur de biens,

Titulaire de la carte professionnelle n° Délivrée le par la préfecture de

Adhérent de la Société de caution mutuelle dénommée dont le siège social est fixé à sous le numéro

Ci-après dénommé (e) "**Le Mandataire**"

D'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

La CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU VAR mandate par les présentes la SARL Ou M dans le cadre du Marché subséquent n° relatif à l'Accord-cadre n° AO25IMMO08 précité à l'effet de rechercher un acquéreur et faire toutes les démarches, retirer toutes pièces nécessaires auprès des services compétents, en vue de vendre les biens et droits immobiliers ci-dessous désignés.

1 - DESIGNATION - SITUATION ET PRIX DES BIENS

Les biens à vendre, objets du présent mandat consistent en :

.....
..... (indiquer la nature et la consistance du bien)
sis à (lieu de situation des biens).

Le mandant déclare que les biens à vendre seront, le jour de la signature de l'acte de vente, libres de toute location, occupation ou réquisition.

Les biens et droits immobiliers ci-dessus désignés devront être présentés par le mandataire au prix de (en lettres et en chiffres) euros net pour le vendeur (honoraires du mandataire en sus et à la charge de l'acquéreur comme précisé au paragraphe 5 – REMUNERATION), payable comptant le jour de l'acte authentique.

2 - NATURE ET DUREE DU MANDAT

Le présent mandat est consenti et accepté sans exclusivité pour une durée irrévocable de 6 mois à compter de ce jour. A l'issue de cette période initiale, il sera prorogé pour une durée de 6 mois au terme de laquelle il prendra fin automatiquement sans aucune formalité. Toutefois, chacune des parties pourra y mettre fin au terme de la période initiale ou à tout moment au cours de la période de prorogation, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et sous réserve du respect d'un délai de préavis de 15 jours.

Par ailleurs, le mandataire informera le mandant de l'accomplissement du présent mandat dans les huit jours par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

3 - POUVOIRS DU MANDATAIRE

En considération du présent mandant, tous pouvoirs sont conférés au mandataire à l'effet de mener à bien sa mission. Il pourra ou devra notamment :

- faire tout ce qui sera nécessaire aux fins de parvenir à la vente desdits biens ; en cas de publicité, celle-ci sera effectuée à ses frais ;
- présenter et faire visiter lesdits biens à tous acquéreurs éventuels ;
- établir tous actes sous seing privés aux clauses et conditions nécessaires à l'accomplissement des présentes ;
- faire procéder, le cas échéant, en lien avec le(s) notaire(s) désigné(s) à la déclaration d'aliéner exigée par la loi foncière et en cas d'exercice du droit de préemption par l'organisme bénéficiaire de ce droit, négocier et conclure avec ledit organisme préempteur après en avoir averti le mandant ; le mandant se réserve toutefois le droit d'accepter ou de refuser le prix proposé par l'organisme préempteur au cas où le prix proposé serait inférieur au prix demandé ci-dessus indiqué.

4 - OBLIGATIONS DU MANDANT

Le mandant s'engage à signer aux prix, charges et conditions convenues, toute promesse de vente ou tout compromis de vente avec tout acquéreur que lui aura présenté le mandataire.

Il s'interdit également, par l'effet des présentes et même après l'expiration du présent mandat, de conclure directement avec tout acquéreur ayant visité les biens à vendre par l'intermédiaire du mandataire.

Il conserve toutefois toute liberté de conclure avec l'acquéreur de son choix qu'il aura trouvé par ses propres soins ou éventuellement par l'intermédiaire d'un autre mandataire. Dans cette dernière hypothèse, il s'engage néanmoins à informer le mandataire de la vente ainsi envisagée dans les plus brefs délais par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en lui indiquant l'identité et le domicile de l'acquéreur, du notaire chargé de rédiger l'acte authentique de vente, ainsi que de l'autre mandataire ainsi intervenu. Cette notification mettra fin immédiatement au présent mandat.

En cas de non-respect par le mandant de ses obligations, il s'engage à verser au mandataire une indemnité compensatrice forfaitaire destinée à compenser ses frais, peines et soins, égale à la somme figurant au paragraphe 5 – REMUNERATION, en vertu des articles 1142 et 1152 du Code civil.

5 - REMUNERATION

Si la vente des biens ci-dessus désignés est réalisée par le mandataire, la rémunération à laquelle le mandataire aura droit sera égale à la somme de (en lettres et en chiffres) euros toutes taxes comprises, soit..... (en lettres et en chiffres) % du prix de vente. Le paiement de cette somme incombera à l'acquéreur ou au préempteur en cas d'exercice du droit de préemption.

Fait en double exemplaire, dont un est remis ce jour au mandant qui le reconnaît, à

....., le

Le mandant :

Signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé, bon pour mandat »

Le mandataire :

Signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé, mandat accepté »